

BANC DE BONNES PRATIQUES DE DÉCENTRALISATION ET GOUVERNANCE LOCALE

→ Fiche de bonnes pratiques

Prière d'envoyer le formulaire dûment rempli au Secrétariat de la Commission DAL,
restant à votre disposition pour toute question ou remarque.

Email: dal.cglu@diba.cat

Fiche de bonnes pratiques de Décentralisation et Gouvernance Locale

Titre: Séminaires- ateliers sur le processus de décentralisation en Uruguay

Organisme promoteur: UNEP –Programme ART Uruguay pour le Développement Local

Cadre territorial: Canelones, Uruguay

Cadre thématique:

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Politique/ réglementation | <input type="checkbox"/> Environnement et durabilité |
| <input type="checkbox"/> Economie/ imposition | <input type="checkbox"/> Capacity building/ structure administrative |
| <input type="checkbox"/> Services de base | <input checked="" type="checkbox"/> Dialogues multiniveaux |

Date de début: 25 septembre 2008

Date de finalisation: 10 décembre 2008

Résumé de la initiative:

Processus de dialogue et de débats, sous forme de séminaires/ ateliers portant sur la dynamique de décentralisation du pays et mis en place dans le cadre du programme ART-Uruguay des Nations Unies. Trois de ces séminaires- ateliers étaient organisés à Canelones : le premier, le 25 septembre 2008, sous l'intitulé « Dialogue pour la décentralisation. Nouveaux gouvernements locaux. La nouvelle approche institutionnelle et son incidence sur le développement local »; le deuxième, le 26 novembre de la même année, sous l'intitulé « Dialogue pour la décentralisation » et on profite l'occasion pour présenter la publication « *Cuadernos para el desarrollo Local* »; et le troisième, le 10 décembre 2008, sur le thème « Pour la décentralisation et le renforcement municipal en Uruguay ».

Pertinence de la initiative en relation au contexte local et national (contexte économique, politique, social, administratif, organisationnel):

L'approbation du projet de loi sur la décentralisation en Uruguay a reposé sur un vaste consensus politique et, de ce fait, a inauguré un processus de restructuration territoriale du pouvoir politique, pour la réussite duquel toute réflexion ou tout débat était susceptible d'apporter de précieux éléments.

Objectifs:

Ces séminaires- ateliers ont visé à réunir des acteurs politiques, des experts et des représentants institutionnels de tous les niveaux de gouvernement du pays pour débattre, en général, du projet de loi sur la décentralisation en Uruguay et, en particulier, de questions comme le besoin en ressources des gouvernements locaux, des instruments et outils de gestion des services publics locaux dans le cadre du projet de loi, de la décentralisation et de la participation citoyenne, des clés du développement territorial, de l'articulation intergouvernementale au niveau de gouvernement local dans le cadre du processus de décentralisation et du rôle du Bureau de la Planification et du Budget (OPP) dans ce processus.

Acteurs impliqués, distribution de responsabilités et mécanismes de coordination:

Le Programme de développement local ART-Uruguay, le Bureau de la Planification et du Budget (OPP) de la Présidence de la République de l'Uruguay, le Congrès des Intendants d'Uruguay, la Province de Barcelone, l'Agence Espagnole de Coopération et de Développement et la Fondation Internationale et Ibéro-Américaine d'Administration et de Politiques Publiques.

Impactes (sur la politique publique, la culture politique ou la cohésion sociale) :

Les observations et propositions issues de ces séminaires- ateliers ont influencé sur le processus législatif, qui s'a rapproché ainsi des acteurs politiques non représentés à la Chambre des Représentants mais aussi

des citoyens uruguayens, et a gagné ainsi en transparence et en légitimité. Tous ces éléments ont contribué à supprimer les obstacles qui nuisaient à l'institutionnalisation effective du niveau municipal en Uruguay.

Transférabilité: Oui, cette pratique peut être reproduite avec un contexte politique et géographique différente.

Évaluation (observations et les leçons apprises):

Les conclusions étaient diverses et révélaient notamment :

- a) qu'il existait des incohérences entre les dispositions du projet de loi sur la décentralisation et celles d'autres lois uruguayennes, y compris la Constitution ;
- b) qu'il existait d'importantes lacunes dans la structure territoriale du pouvoir politique à l'intérieur du pays;
- c) qu'il fallait clarifier et mieux définir les compétences des nouveaux gouvernements locaux, leurs voies de financement et leurs mécanismes d'interaction avec les autres niveaux de gouvernement ;
- d) que les nouveaux gouvernements locaux devaient disposer des ressources nécessaires pour répondre efficacement aux demandes des citoyens ;
- e) que pour assurer la durabilité à moyen terme du projet de décentralisation, il fallait dûment former les cadres de la fonction publique, de façon à ce qu'ils mettaient en oeuvre des politiques publiques efficaces ; et
- f) que tous les niveaux de gouvernement devaient se rapprocher de la population pour garantir une délégation du pouvoir politique aux citoyens.

Documents supplémentaires: <http://www.cities-localgovernments.org/committees/dal/library.asp?L=FR>

Données de base de l'organisme promoteur (gouvernement local, association régionale des municipalités ou Ministère qui a dirigé le processus)

Nom de la institution promotrice: UNEP –Programme ART Uruguay pour le Développement Local

Municipalité/ Province: Canelones

Pays: Uruguay

Plus d'information: dal.cgju@diba.cat